



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas sur
l'élaboration du plan local d'urbanisme
de la commune de Naves (59)**

n°MRAe 2017-1928

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-1 à L104-3, R104-8 et R104-28 à R104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, déposée complète le 20 décembre 2017 par la commune de Naves, concernant le plan local d'urbanisme communal ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 16 janvier 2018 ;

Considérant que la commune de Naves, qui comptait 628 habitants en 2014, projette d'atteindre 653 habitants en 2030, soit une évolution démographique annuelle de + 0,24 %, et que le plan local d'urbanisme prévoit la construction d'environ 34 nouveaux logements en extension urbaine, dans une zone d'urbanisation future dont la réalisation se fera en deux temps;

Considérant que le plan local d'urbanisme prévoit la mobilisation de 2,1 à 2,4 hectares pour la réalisation des logements et de 0,6 hectare pour la création d'un espace vert ;

Considérant que le secteur de projet est localisé dans une cuvette à proximité d'un cours d'eau, site présentant un risque d'inondation qui doit être étudié;

Considérant que la zone d'urbanisation future est actuellement occupée par une prairie permanente (donnée de géoportail) et que son artificialisation est de nature à impacter les services écosystémiques rendus par cette prairie ;

Considérant que l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Naves est susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure l'élaboration du plan locale d'urbanisme de la commune de Naves est soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 13 février 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex